

AVANT-PROPOS

Ce livre est le fruit d'un colloque consacré par l'université de Viterbe et l'École française de Rome à l'histoire comparée des campagnes du XX^e siècle. Mais ledit colloque a aussi son histoire. Il est le second volet d'une entreprise parrainée par les mêmes autorités tutélaires ainsi que l'École normale supérieure de la rue d'Ulm et l'université de Gérone. Les actes de cette première rencontre de février 1997 ont été publiés sous le titre *La politisation des campagnes au XIX^e siècle. France, Italie, Espagne et Portugal*¹. La politique se trouvait donc au principe de la volonté de dresser un inventaire de l'histoire récente des campagnes contemporaines à partir d'une comparaison sur l'arc méditerranéen.

Politique et monde rural au XIX^e siècle, le réglage du focus n'était certes pas le produit d'un hasard. On constate ainsi à partir de l'observation de l'historiographie française récente que les campagnes contemporaines ont surtout fait l'objet de travaux sur le XIX^e siècle (au détriment du XX^e siècle «largement délaissé»)² et que ce long XIX^e siècle, né en 1789, est à son tour privilégié dans sa dimension politique ou socio-politique, alors que l'histoire économique informe une partie toujours importante de la production des modernistes. Cette tendance s'inscrit dans une tradition vénérable dont les deux imposants jalons sont la sociologie électorale des campagnes fondée par André Siegfried au début du siècle et, cinquante ans plus tard, les grandes thèses de matrice labrousienne qui ont labouré le XIX^e siècle en identifiant la politique comme une règle induite du comportement des masses une fois les conditions socio-économiques rappelées³. Or, c'est en isolant la politique dans le dé-

¹ *La politisation des campagnes au XIX^e siècle. France, Italie, Espagne et Portugal. Actes du Colloque international organisé par l'École française de Rome, l'École normale supérieure de Paris, l'Universitat de Girona et l'Università degli studi della Tuscia-Viterbo, à Rome les 20, 21 et 22 février 1997, Rome, 2000 (Collection de l'École française de Rome, 274).*

² G. Brunel et J.-M. Moriceau, *Histoire et sociétés rurales (1994-1998). Première radioscopie quinquennale*, dans *Histoire et sociétés rurales*, 11, 1^{er} semestre 1999, p. 9.

³ Nous permettons pour la restitution de ce panorama historiographique de renvoyer à notre article : G. Pécout, *La politisation des paysans au XIX^e*

partement du Var des lendemains de la Révolution française à 1851 que Maurice Agulhon a trouvé la politisation⁴, c'est-à-dire l'idée qu'il y a derrière les ancestrales diversités de l'opinion rurale des tendances stables dont l'évolution consacre une géographie politique fondée sur des données indépendantes – ou se présentant comme telles – des personnalités et des conjonctures avec en arrière-plan des évolutions culturelles et mentales de première importance.

Si la rencontre entre ces nouvelles problématiques socio-politiques et anthropologiques sur la politisation et l'Italie du XIX^e siècle s'est esquissée au milieu des années 1980, donnant les premières enquêtes sur le terrain romagnol et toscan, force était de constater dix ans plus tard que la réflexion méthodique et comparative restait encore un peu à la traîne. Pour marquer le pas, nous avons voulu organiser une première confrontation internationale à l'échelle de l'arc méditerranéen occidental en privilégiant deux approches combinées : d'une part, un bilan historiographique sur les origines spécifiques de la position du problème dans les diverses traditions historiques et scientifiques nationales depuis le milieu du XX^e siècle et en amont si possible et, d'autre part, un panorama des recherches récentes et en cours sur le processus de politisation pour aboutir à une comparaison des critères, des méthodes et des résultats dans l'ensemble de ces pays (Espagne, France, Italie et Portugal).

Osons dire que les résultats ont été à la hauteur de nos ambitions. Celles certes modestes de délivrer dans un premier temps un inventaire des traditions d'historiographies et de représentations de la vie politique des campagnes dans chacun des pays et celles d'éclairer, par ailleurs, certains des facteurs du procès de politisation comme le rôle des États-nations et de la religion dans l'acculturation politique – dont on a redit qu'elle pouvait aussi se faire à droite malgré le modèle dominant d'une transition libérale et/ou démocratique – et l'importance des cadres sociaux et économiques de la pénétration des idées nouvelles pour cerner les milieux et les structures spécifiques de la socialisation politique. Ce cadre ébauché, il était désormais loisible de quitter le XIX^e siècle. La translation se fit en abandonnant la stricte dimension des études politiques pour retro-

siècle. Réflexions sur l'histoire politique des campagnes, dans *Histoire et sociétés rurales*, 2, 2^e semestre 1994, p. 91-125.

⁴ Sur les débats autour de la politisation française et sans revenir sur l'ensemble de l'œuvre de Maurice Agulhon on renverra justement à ses deux contributions au colloque de Rome en 1997 : M. Agulhon, *Présentation, et Conclusions*, in *La politisation des campagnes au XIX^e siècle* cit. p. 1-11 et 351-354 ainsi qu'à la récente et copieuse mise en perspective historiographique de P. Boutry, *Postface de M. Agulhon, 1848 ou l'apprentissage de la République 1848-1852*, Paris, 2002, p. 287-328.

uver de Rome à Viterbe un angle d'approche plus ouvert de l'histoire des campagnes européennes.

G. P.

Dans le cadre des transformations historiques du XX^e siècle, la société rurale et le monde agricole deviennent les sujets qui, peut-être encore plus que d'autres, en ont subi les conséquences. C'est en partant de ces prémisses que la Facoltà di letteratura e lingue straniere moderne de l'Université de la Tuscia, en collaboration avec l'École française de Rome, a organisé un colloque international sur le thème *Le società rurali nel XX secolo. L'Europa meridionale e mediterranea*, qui a eu lieu à Viterbe du 19 au 22 mai 1999. À travers une approche comparative et interdisciplinaire, au fil d'une chronologie comprise entre la crise socio-politique des années Vingt et les premières décennies après la Seconde Guerre mondiale, l'Europe méridionale et méditerranéenne a été placée au centre de l'attention, avec un regard particulier vers la France, l'Espagne et l'Italie.

Les vertus de la comparaison, en plus des spécificités nationales, ont pu émerger à partir de certains caractères communs significatifs. Pensons, en premier lieu, aux aspects socio-économiques et institutionnels, dans le cadre de réalités qui en plus d'une occasion (l'Italie et la péninsule ibérique⁵) ont vu s'affirmer un processus contradictoire de modernisation en présence de systèmes politiques non libéraux et de dictatures. Des politiques économiques dictées par une idéologie ruraliste traditionaliste furent encouragées dans les campagnes pour freiner les processus d'urbanisation et de développement industriel (processus visibles déjà dans la France méditerranéenne). Mais il ne fut pas possible d'arrêter les importants changements de la société rurale, sur le plan anthropologique et culturel, car la dissolution des coutumes et des habitudes séculaires, précisément au XX^e siècle, ont entraîné des effets explosifs. On a souvent perçu ces phénomènes grâce aux expressions artistiques, littéraires et aux moyens de communication de masse (le cinéma en premier lieu), auxquels le colloque a prêté une attention toute particulière. Les travaux ont été organisés selon six sessions thématiques : les historiographies nationales (française, italienne et espagnole); l'économie et les classes sociales; les institutions et les politiques agricoles; l'organisation des intérêts; le rapport entre les traditions rurales et les processus de modernisation; les mythes et

⁵ Pour une première approche de l'histoire des campagnes de l'Europe méridionale, cf. G. Crainz, *Suggerzioni comparative : studi spagnoli recenti di storia agraria*, dans *Trimestre*, 1, 1993, p. 105-114.

l'imaginaire ruralistes. En tenant compte des comportements sociaux et culturels qui se sont développés au XX^e siècle, le colloque voulait faire émerger une image plus articulée de l'histoire des campagnes méridionales, dans la suite des thèmes et des suggestions déjà avancés, il y a de cela quelques années, lors d'un colloque précédent qui se tint à Naples⁶.

L'attention à la politique et aux processus d'institutionnalisation est restée centrale. La rencontre de Rome avait déjà accordé une certaine importance à la question de la conflictualité entre les intérêts organisés et au rôle des structures associatives rurales. Au colloque de Viterbe, la réflexion s'est élargie aux changements institutionnels des états nationaux : en Italie, à travers la nationalisation fasciste des institutions sociales et la considération nouvelle des héritages présents dans la vie de la République après 1946; dans la péninsule ibérique, par l'enquête sur les différentes formes du corporatisme économique de la période comprise entre la dictature militaire des années Vingt et le début de la modernisation sous le régime de Franco; en France, à travers l'analyse des facteurs de continuité et de mutation dus au régime de Vichy par rapport à la III^e et à la IV^e République. De ce point de vue, la perspective comparée a permis de donner un ultérieur crédit à la révision critique de l'idée selon laquelle il y aurait une correspondance univoque entre le processus de politisation et le rôle joué par les idéologies et les formations de la gauche syndicale et sociale⁷. Une certaine fonction a aussi été reconnue aux cultures associatives et aux organisations reproductibles soit aux idéologies de droite, soit aux mouvements d'inspiration religieuse.

Sans doute ce processus, après la Grande Guerre et dans le courant des années Vingt, fut-il encouragé par une plus ample organisation des intérêts des différentes classes rurales (les ouvriers agricoles prolétarisés, les métayers, la petite propriété, les propriétaires fonciers), selon la polarisation des structures foncières, typique dans les campagnes de l'Europe méridionale et méditerranéenne. Dans la première période de l'après-guerre, on note, en Italie et en France, la différente « traduction » d'un phénomène plus général. Par rapport aux voies traditionnelles du libéralisme consti-

⁶ Cf. P. Villani (dir.), *Le trasformazioni delle società rurali nei paesi dell'Europa occidentale e mediterranea (secoli XIX-XX)*, Naples, 1986.

⁷ À travers une approche comparative centrée sur la conflictualité des ouvriers agricoles du syndicalisme anarchique en Andalousie, cf. G. Crainz, *Padania. Il mondo dei braccianti dall'Ottocento alla fuga dalle campagne*, Rome, 1994. À partir de ce texte, cf. la discussion à plusieurs voix sur *L'eccezionalità della Padania bracciantile e i movimenti contadini in Europa*, a cura di M. Martini, dans *Memoria e ricerca*, 4, décembre 1994, p. 103-118.

tutionnel qui se fondaient sur la représentation politique des intérêts au parlement, les groupes d'intérêt rural d'organisation plus récente exercèrent leur pouvoir de négociation selon un rapport toujours plus direct avec les institutions. La confrontation des cas espagnol et italien conduit à d'autres considérations. Si, dans la péninsule ibérique, les dictatures portugaise et espagnole eurent un caractère en prévalence militaire, bureaucratique et administratif et s'il manqua un processus de mobilisation des masses par le haut, semblable à celui que connut l'Italie fasciste à travers les structures liées au parti, la cause principale de ces formes autoritaires de gouvernement fut néanmoins commune : le conflit extrême entre les classes agricoles propriétaires et le mouvement paysan et ouvrier, en présence de la faiblesse sociale et politique – à la différence de la France – des classes moyennes, soit urbaines soit rurales. De même qu'en Italie, partant de la tradition administrative libérale et à travers les organismes créés dans les années de la dictature militaire, la promotion d'un châssis corporatif, bureaucratique et technique-administratif remodela les formes de la représentation des intérêts ruraux. Le résultat de ce corporatisme agraire, avec l'intégration des associations rurales à l'intérieur de la grille administrative publique, marqua le début d'une tendance à la polarisation hiérarchique des différentes classes sociales, en faveur de la grande propriété et au désavantage des paysans, avec l'exclusion des ouvriers agricoles de quelque forme de représentation que ce soit. De là les raisons de la vaste mobilisation sociale qui se vérifia dans les campagnes espagnoles, surtout due à l'action de certains groupes sociaux (actifs, par exemple, dans la production du vin et du blé). Les contraintes politiques, institutionnelles et administratives, en Italie comme en Espagne, influencèrent et freinèrent les processus de modernisation, même quand advint, bien qu'avec des rythmes différents, le passage des régimes bureaucratique-administratifs favorables aux classes agraires traditionnelles au systèmes de mesures et d'institutions publiques qui soutinrent la petite propriété agricole⁸.

M. R.

⁸ Cf. G. Sapelli, *L'Europa del sud dopo il 1945. Tradizione e modernità in Portogallo, Spagna, Italia, Grecia e Turchia*, Soveria Mannelli, 1996.

Avec la publication des actes du colloque de Viterbe, le programme qui s'est développé à la fin des années Quatre-vingt-dix est mené à terme. Les promoteurs du projet, qui signent ensemble cette introduction, s'étaient trouvé unis par un intérêt commun pour l'univers rural, l'histoire de la politique et les sociétés du sud de l'Europe.

Les colloques scientifiques qui eurent lieu à Rome en février de 1997, et à Viterbe en mai 1999, nous ont notamment permis d'atteindre le double résultat d'un «état de la question» et de l'analyse de quelques problèmes importants. Les synthèses de Renato Zangheri, Ramón Villares et Alain Corbin, dans le premier volume, et celles de Gilles Pécout, Giacomina Nenci et Ramón Villares, dans le second, sont d'un grand intérêt, comme point d'arrivée, mais aussi comme point de départ. À travers les textes de ces spécialistes, les historiographies française, italienne et espagnole relatives au monde rural sont bien représentées. En ce qui concerne les problèmes ouverts, les recherches qui, dans le premier volume, traitent de la politisation du monde rural au XIX^e siècle sont approfondies : interdisciplinaires, plurinationales et articulées sur diverses questions. Elles placent plusieurs thèmes au centre de l'attention, discutent d'hypothèses, révisent certaines positions et ouvrent de nouvelles voies d'interprétation et de recherche. Dans le second volume, les problèmes affrontés se diversifient : le marché, les mouvements paysans, l'associationnisme, les mythes et l'imaginaire rural. Les résultats sur ce point n'en sont pas moins intéressants.

Il ne serait pas correct de conclure cette introduction sans rappeler une question qui, dès le début, fut l'objet de nos préoccupations, c'est-à-dire la création d'un terrain de dialogue entre les différentes historiographies nationales. L'objectif n'a été atteint que partiellement. Les traditions et les inerties nationales continuent de peser. Le dialogue est encore difficile. Nous sommes cependant convaincus que ces échanges sont sur la bonne voie et que tous les efforts en cette direction méritent d'être faits. Ceci est l'un des intérêts, bien que ce ne soit pas le seul – comme on pourra le vérifier –, des volumes qui rassemblent les contributions présentées et discutées au cours des colloques de Rome et de Viterbe.

J. C.